

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 17985 - 70ÈME ANNÉE

Transfert de Roland Robert dans le caveau familial

«Roland, tu resteras toujours dans nos coeurs»



L'allocation de Maurice Gironcel au nom du PCR en hommage à Roland Robert.

Une cérémonie émouvante s'est déroulée ce samedi 18 octobre à l'entrée du cimetière de La Possession, à l'occasion du transfert du cercueil de l'ex-maire d'une tombe communale dans un nouveau caveau, créé récemment pour la famille Robert. Outre les membres de sa famille, de nombreux militants et responsables du Parti Communiste Réunionnais, dont Paul Vergès, Élie Hoarau, Yvan Dejean, Maurice Gironcel et Ary Yée-Chong-Tchi-Kan ont participé à cette cérémonie.

Après la fermeture du caveau, une belle photo de Roland Robert a été installée sur la plaque, avec cette haute pensée écrite de sa main : «La politique ce n'est pas un objet de foi, c'est l'art de partir des réalités pour essayer tant bien que mal de les transformer». À l'occasion de cet «hommage à un grand homme», sa veuve, Mireille Robert, a remercié chaleureusement «tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce caveau.

Rappelons que Roland Robert est décédé le 29 avril dernier à La Réunion à l'âge de 77 ans, suite à un accident vasculaire cardiaque subi lors d'une mission aux Comores en tant que vice-président du Conseil général délégué à la coopération régionale. Et moins de 6 mois après ce drame, son épouse a déclaré à la fois avec émotion et force : «Roland,

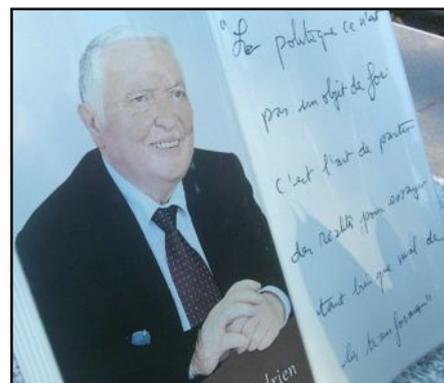
tu resteras toujours dans nos coeurs».

C'est également le message qu'a exprimé Maurice Gironcel au nom du PCR, après avoir rappelé les divers combats menés tout au long de sa vie par Roland Robert au service de son peuple et de l'humanité. Il a notamment souligné que celui qui a été maire de La Possession pendant 43 ans et qui a complètement transformé cette commune pour le mieux-être de la population a été également victime de plusieurs répressions de la part de l'État néo-colonial comme d'autres démocrates réunionnais, en particulier avec l'ordonnance du 15 octobre 1960.

Maurice Gironcel a conclu son allocation en soulignant les nombreuses qualités de son camarade, en particulier «ses compétences,

son dévouement, son sens de la responsabilité, sa solidarité et sa fidélité à ses convictions, qui font que nous ne l'oublierons jamais». La cérémonie s'est terminée par le dépôt des fleurs de sa famille et de ses amis sur la tombe, en hommage à ce grand Réunionnais, solidaire de son peuple, Roland Robert.

Correspondant



Vendredi dernier à la Région

Long débat sur la continuité territoriale

Face aux débats autour de la continuité territoriale, lors de l'assemblée plénière de la Région, Didier Robert a annoncé un débat plus élargi le 28 octobre. D'ici là, les débats sont restés vifs et cinglants contre Didier Robert, raillés d'avoir organisé la veille «un meeting de campagne».

Les trois groupes du Conseil Régional ont chacun leur vision de la continuité territoriale, d'un côté, la majorité veut le maintien du dispositif, de l'autre, les socialistes veulent la transparence sur le nombre de bons délivrés, laissant entendre que des revenus de plus de 9.000 euros, aient eu droit à ces bons. Et enfin, l'Alliance souhaite une concertation entre l'État et la Région pour une mise à plat du dispositif.



L'Airbus A380 à 800 passagers, la solution réunionnaise au problème du prix du billet d'avion : -30%

La continuité territoriale, la compétence de l'État

Alors que la Corse détient une enveloppe de 187 millions d'euros de continuité par an, La Réunion possède 13 millions d'euros pour un territoire de 840.000 habitants. Face à ce différentiel, l'Alliance explique que ce montant limité «dicte l'obligation d'établir des critères d'exclusion et de faire des choix pour déterminer les publics nécessaires».

Cette compétence est désormais remise en cause par le gouvernement qui ne tient plus à financer une aide qui lui revient. Alors que l'État, conformément à la loi du 21 juillet 2013, doit verser une aide dite de collectivité territoriale dans les départements d'outre-mer. Du côté du PS/Progrès, la charge est menée contre la Région, protégeant ainsi l'État.

En effet, dans la motion présentée, les socialistes vantent l'augmentation des moyens alloués par l'État, soit 200% par rapport à 2010. Ajoutant que l'aide «aux publics prioritaires sera renforcée et améliorée par l'État», cependant, dès le départ des «lacunes» ont repéré «au regard du montant modeste de la dotation envisagée, sans comparaison avec celle attribuée à la Corse», note l'Alliance dans sa motion.

Doute sur le versement de l'aide

Pour l'Alliance et le PS/Progrès, des doutes existent sur l'attribution du bon, «la Région participe à hauteur de 15% de son budget, soit sur les 20 millions dépensés pour l'année 2013, seulement 3 millions vont à ceux qui en ont le plus besoin» pour les socialistes. Les élus de l'opposition considèrent que «les nouveaux critères établis par la Région ont ouvert le bénéfice du dispositif à des publics dont les revenus correspondent à des tranches à celles jusque-là éligibles».

Un avis partagé par les socialistes, qui exigent la «transparence totale sur les sommes dépensées et le nombre de bon délivrés». La motion PS/Progrès assure que des personnes ont reçu 1 à 3 fois des bons au cours des trois dernières années. L'Alliance va jusqu'à dénoncer la participation des contribuables réunionnais, dans un dispositif devant être financé uniquement par l'État, comme dans les autres départements.

Les élus de l'opposition (Alliance) «estiment que le dispositif actuellement en vigueur pour tous publics doit bénéficier en priorité aux publics défavorisés sans préjudice du bénéfice pour les publics dont les motifs des déplacements sont reconnus (étudiants, formation professionnelle, événements particuliers...)».

Un engagement de la Région dénoncé

L'Alliance considère que «la volonté de la Région Réunion de maintenir coûte que coûte les niveaux actuels de financement du dispositif, fut-ce au détriment du financement d'autres secteurs où elle est impliquée». En effet, la participation de l'État se situait à plus de 13 millions d'euros, tandis que celle de la Région dépassait les 20 millions d'euros.

La collectivité a donc pris «seule à sa charge les publics qui ne sont pas les plus défavorisés», réduisant de fait les marges de manœuvre en matière d'investissement de la Région. Les élus pointent du doigt «la poursuite du dispositif (qui, NDLR) dans les conditions actuelles conduirait à une situation budgétaire périlleuse, notamment pour la collectivité régionale».

En raison de ces faits, l'Alliance considère qu'il est nécessaire «d'agir sur les prix des billets d'avion». Les élus proposent «que soit étudiée en partenariat avec la compagnie régionale Air Austral et avec la SEMATRA, la relance du projet des Airbus A380 densifiés afin d'apporter, par la baisse de l'ordre de 30% du prix du billet d'avion, une réponse économique crédible et pérenne au problème des déplacements entre la métropole et La Réunion et ce dans les 2 sens».

Céline Tabou

Edito

AG de la Sematra : rand anou nout lavion !

Nous avons écrit que l'agitation autour de «la continuité territoriale» est un prétexte pour cacher le dossier de la faillite du Président de la Région à la tête d'Air Austral. Il a saisi opportunément la décision du gouvernement de modifier sa participation dans le financement actuel de l'aide à la baisse du prix du billet. De ce fait, il trompe les médias qui trompent l'opinion. Mais, ce n'est plus pour très longtemps. Et, c'est très logique.

Le problème qui est posé, c'est la baisse du prix des transports aériens par le désenclavement de La Réunion par les Réunionnais, eux-mêmes. L'outil essentiel, c'est Air Austral. Air France l'a bien compris dès l'instant où les autorités françaises ont accordé aux Réunionnais l'autorisation d'assurer la ligne Gillot-Paris. Comme punition, elle s'est retirée du capital d'Air Austral. Pourtant, il y avait largement la place pour la compagnie réunionnaise qui occupait une partie du marché laissé ouvert par la disparition d'une autre compagnie.

Que les médias se rappellent des propos incendiaires tenus par certains dirigeants d'Air France, une compagnie de 500 avions qui voulait tuer dans l'oeuf la petite compagnie de 2 Boeing. Quand Air Austral s'est positionnée pour desservir Plaisance-Paris, c'est Air France qui s'est imposée chez notre voisine. Elle assure maintenant parfois jusqu'à 8 vols par semaine, tout autant que les vols de la compagnie nationale mauricienne. Et, récemment, c'est en partenariat avec Air Mauritius qu'elle organise le siphonnage de la clientèle réunionnaise depuis Saint-Denis. Les militants anticolonialistes connaissent bien ces aléas de l'exclusive coloniale.

Pour dépasser ce rapport colonial, il faut toujours rechercher l'excellence à travers l'innovation. Une solution économique et technologique a été trouvée: la densification de l'A380 au besoin de La Réunion permettait d'obtenir des billets à 300 euros aller et 300 euros retour, soit 600 euros. Les dirigeants d'Airbus avaient conclu à la faisabilité. Le projet a été présenté à la Région Réunion. Les 2 premiers appareils étaient réservés aux couleurs réunionnaises. Ce qui mettait La Réunion au top mondial.

C'est cette vision de la responsabilité réunionnaise et ce projet innovant qui ont été combattus par Didier Robert. Comme pour l'autonomie énergétique par le développement des énergies renouvelables (dont la géothermie) et le transport durable (dont le Tram-train), il casse tout. Il n'a qu'une piètre idée de l'autonomie de pensée réunionnaise. Maintenant qu'il a accepté les conditions d'Air France, on apprend que celle-ci va monter une compagnie low-cost, en plus de Transavia. Pour quel dessein? Le pire dans toute cette histoire, c'est si nos 2 Airbus reconfigurés finissent dans les bras de notre concurrent, en vente sec ou en partenariat.

Les Réunionnais remercieront alors Didier Robert d'avoir tué l'excellence réunionnaise et d'avoir trahi les générations futures. L'Assemblée générale de la Sematra qui se tient aujourd'hui pourrait annoncer la fin du grand projet de désenclaver La Réunion par nos propres moyens, et souligner par là-même le détournement médiatique de l'opinion des vrais problèmes.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991-2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Oté

Larzan pou vanj kont Ebola ? Bann sharjèr d'lo !

Na poin lontan la kominoté internasyonal la réini in kou épi la di, par raort so maladi, ni sar prann in pé lo too par son korn. Aprés la fé in kominiké, épi la di zot la fé in tour la tab épi la désid donn vin milyon dolar pou lite kont so vilin maladi-la. Aprés lo tan la pasé é la maladi la trap in bonpé dmoun ziska tyé in bon kantité. Donk la maladi i vé pa disparète tousèl: orozman nan larzan intèrnasyonal, i fé dé shoz avèk larzan!

Kèl fé? Kès shoz? Mi sort antann dann radyo frans-inter, dsi tout larzan la promète, na arienk san mil dolar la rantré é ankor sé in sèl péi la vèrs son kot-par, sé la Kolonbi. Bravo bann péi rish, bravo bann gran promètèr ti dnèr. Mi dout pa ké konmsa la maladi va gingn in bon kou d'rès trankil.. Mé mi sort aprann la kominoté internasyonal i bouj épi i sar fé in gran rényon pou trouv lo moiyn k'i fo pou bate maladi-la atèr. Sirtou; a ski paré, an amèrik na in vaksin pou sa. Ebola, ton kont lé bon, bann péi rish i sar fini avèk ton ras.

Ptète so kou isi, va promète in milyar. Pars banna noré tor ète ékonomie an parol, vi k'aprés i respèk pa é lo kozman la boush rouvèr sa la pa in bon moiyn pou kominiké. In bon moiyn pou moiyné! Bann sharjèr d'lo va!

Justin

NB In kozman pou la rout. « La vérité i bate la fiksyon! » La vérité sé in n'afèr k'i égzis. La fiksyon sé in n'afèr demoun la fé dann zot tête; donk in majinasyon. Na dmoun lé for pou invanté, mé na dé foi sak zot i invant i trap pa la shoviy in n'afèr i égzis pou vréman. Trojour moin té apré rogard in bann sinj dann télé: koman inn i donn l'ot di gaz pou pran lo pouvoir... moin té i trouv l'afèr inkroyab. Mi koné osi Chita dann fime Tarzan, sa sé in fiksyon... é bin la réalité sépa si la pa pli for ké la fiksyon, sépa si i dépas pa li. Fé travay zot koko, fé bouy zot matyèr griz, moin lé sir zot osi va trouv zafèr konmsa épi fé bouy la matyèr griz, sai pé ansèrvir souvan-défoi.